

**Point de presse de la porte-parole -
Mali - Sanctions décidées par le
Conseil de sécurité des Nations
unies - Russie - Droits de l'Homme
- Rapport de l'OSCE - Nicaragua -
Expulsion des experts des
mécanismes d'enquête de la
Commission interaméricaine des
droits de l'Homme
(Paris, 21 décembre 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations suivantes :

1 - Mali - Sanctions décidées par le Conseil de sécurité des Nations unies (20 décembre 2018)

La France se félicite de la mise sous sanction, le 20 décembre 2018, par le Conseil de sécurité des Nations unies, de trois individus responsables de blocage dans la mise en oeuvre de l'accord de paix au Mali, notamment du fait de leurs liens avec des groupes terroristes ou de leurs activités de trafic.

Cette décision, prise en application de la résolution 2423 du Conseil de Sécurité, doit constituer un encouragement à l'ensemble des acteurs à mettre en oeuvre les mesures prioritaires pour la paix et la sécurité au Mali demandées par le Conseil.

2 - Russie - Droits de l'Homme - Rapport de l'OSCE (20 décembre 2018)

La France salue la publication du rapport de l'expert indépendant Wolfgang Benedek sur les violations des droits de l'Homme perpétrées depuis début 2017 en Tchétchénie, notamment à l'encontre de personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI), ainsi que de représentants d'ONG de défense des droits de l'Homme.

Le rapport fait suite au déclenchement le 1er novembre dernier, à l'initiative de 16 pays, dont la France, du mécanisme de Moscou de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Ce mécanisme, auquel l'ensemble des Etats participants ont souscrit en 1991, peut être déclenché afin d'enquêter sur des violations graves supposées des engagements de l'OSCE en matière de droits de l'Homme et d'identifier des actions pour y mettre fin.

Le rapport de M. Benedek, qui a été présenté à Vienne hier aux 57 Etats participants de l'OSCE, confirme les allégations de harcèlement, persécutions, arrestations et détentions

arbitraires ou illégales, torture, disparitions forcées et exécutions extrajudiciaires en Tchétchénie. S'appuyant sur les témoignages détaillés de nombreux survivants, dont M. Maxim Lapunov qui a témoigné publiquement des actes de torture infligés, ce rapport confirme l'extrême gravité des faits documentés et le climat d'impunité qui règne en Tchétchénie.

La France appelle la Russie à mettre pleinement en oeuvre les recommandations contenues dans le rapport. Elle continuera de suivre avec une grande attention la situation de M. Oyub Titiev, responsable de l'ONG "Mémorial" en Tchétchénie qui vient de recevoir le prix franco-allemand des droits de l'Homme.

La France réitère son attachement à la pleine mise en oeuvre des engagements pris par les Etats participants de l'OSCE en matière de droits de l'Homme et de libertés fondamentales, ainsi que son soutien aux personnes et aux organisations de la société civile engagées dans la défense des droits et des libertés fondamentales.

3 - Nicaragua - Expulsion des experts des mécanismes d'enquête de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (19 décembre 2018)

La France regrette la décision du gouvernement nicaraguayen d'expulser de son territoire les experts des deux mécanismes d'enquête mis en place par la Commission interaméricaine des droits de l'Homme en juillet dernier, d'une part le Groupe interdisciplinaire d'experts indépendants pour le Nicaragua, qui est chargé d'appuyer les autorités nicaraguayennes dans leurs investigations sur les violences qui sont intervenues dans le pays depuis le début de la crise en avril, d'autre part le Mécanisme spécial de suivi pour le Nicaragua, chargé du suivi des recommandations du rapport de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme.

Ces mécanismes régionaux, que la France soutient depuis leur création, avaient fait l'objet d'un accord entre la Commission interaméricaine des droits de l'Homme et le gouvernement du Nicaragua.

La France appelle les autorités nicaraguayennes à reconsidérer leur décision et à rechercher une sortie pacifique de la crise, à travers la mise en oeuvre d'un dialogue national impliquant toutes les parties prenantes de la société nicaraguayenne./.